



OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA FORMATION ET DE L'EMPLOI

La relation formation – emploi : une question de genre.

Marie – Béatrice ROCHARD¹

Il n'est plus possible aujourd'hui d'analyser l'emploi et la formation sans distinguer le genre (le pouvait-on avant ?). En effet, une analyse globale occulte des différences aussi importantes dans leur ampleur que divergentes du point de vue des hommes et des femmes.

Dans le contexte de tertiarisation de l'économie, les comportements sexués en matière d'orientation, de choix d'un métier semblent restés pratiquement immuables, confirmant une segmentation de fait des formations et des emplois. Si bien que l'on peut constater que la situation des femmes s'est améliorée du fait des opportunités liées aux emplois tertiaires, alors que celle des hommes s'est détériorée liée à la désindustrialisation, au point de devenir sur certaines zones d'emploi préoccupante.

En effet, au regard des tendances observées en région Centre, comme en moyenne en France, la situation des femmes s'améliore sur le marché du travail. Leur taux de chômage augmente moins vite que celui des hommes et les écarts entre hommes et femmes diminuent. Si elles restent plus nombreuses que les hommes au chômage, cela tient surtout à l'augmentation de leur taux d'activité car leur taux d'emploi augmente également constamment depuis 1982, illustrant ainsi que création d'emplois peut aller de pair avec augmentation du chômage (d'autant que certains de ces emplois sont peu qualifiés et précaires).

Ce qui semble nouveau c'est surtout la dégradation de la situation des hommes : leur taux de chômage augmente essentiellement du fait du recul de l'emploi dans les secteurs qui les accueillent traditionnellement (agriculture, industrie, bâtiment). En effet, non seulement leur taux d'emploi diminue mais également leur taux d'activité.

Dans ce contexte économique les femmes ont profité plus que les hommes des opportunités offertes par le système éducatif pour élever leur niveau de formation. Les jeunes femmes entre 25 et 29 ans sont aujourd'hui plus nombreuses que les hommes du même âge à être titulaires d'un diplôme supérieur à Bac + 2, ce qui représente par rapport à leurs aînées un renversement de tendance en leur faveur.

¹ Directrice de l'Observatoire Régional de la Formation et de l'Emploi en région Centre – ORFE – GIP Alfa Centre. 10, rue Saint Etienne 45000 ORLEANS. Mail : mb.rochard@alfacentre.org, Tel : 02 38 24 15 43 / 40

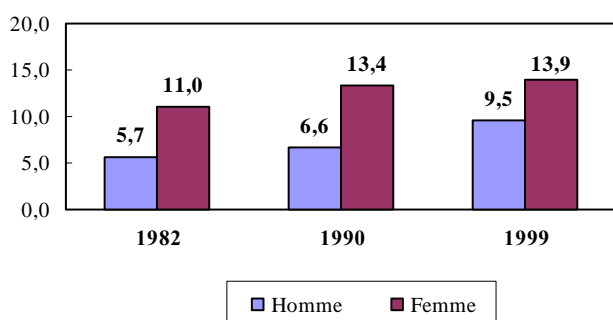
I. Moins nombreuses en emploi, plus fréquemment au chômage mais des évolutions en faveur des femmes²

Depuis 1982, les taux de chômage³ restent nettement plus élevés pour les femmes que pour les hommes. Cependant, l'écart se comble progressivement par un rythme d'accroissement annuel supérieur pour les hommes entre 1990 et 1999. Les tendances observées sont les mêmes au niveau national. La région Centre se situant toujours dans une position plutôt favorable par rapport à la France comme le montre le tableau suivant.

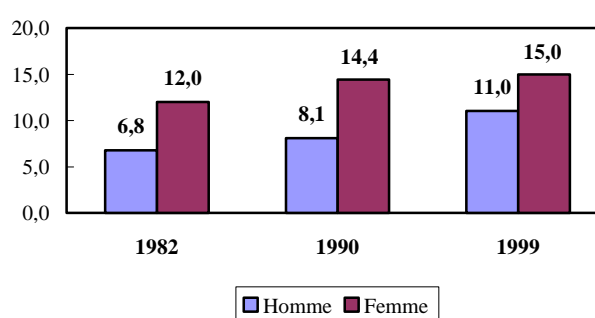
graphes n° 1 : Taux de chômage

Evolution du taux de chômage

en région Centre

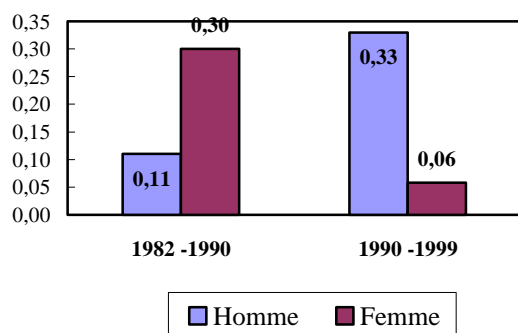


en France

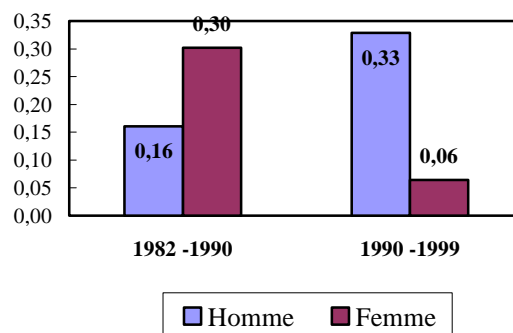


Rythme d'accroissement annuel moyen

en région Centre



en France



Les taux d'emploi sont plus élevés pour les hommes mais leur avantage s'estompe

Le taux d'emploi - nombre de personnes en emploi sur la population totale - est souvent considéré comme un indicateur plus performant pour comparer deux populations (hommes – femmes, pays...) dans la mesure où il prend en compte l'ensemble de la population, sans tenir compte des inactifs. En effet, ces derniers sont souvent difficiles à apprécier car il peut s'agir de chômeurs découragés de rechercher un emploi.

² Tous les indicateurs utilisés sont issus des recensements de la population de 1982, 1990, 1999 et tirés de la publication « Formation et Emploi de la population en région Centre – Outil pour un diagnostic régional. ORFE–GIP Alfa Centre. Septembre 2003. Consultable sur le site : www.alfacentre.org

³ Le taux de chômage est le rapport entre les chômeurs (se déclarant sans emploi et à la recherche d'un emploi) et la population active (nombre de personnes en emploi et au chômage).

Globalement, les taux d'emploi restent inférieurs pour les femmes sur toute la période, signifiant qu'elles n'ont pas encore rattrapé le niveau d'emploi des hommes. Cependant, l'analyse des tendances nous amène à constater là encore que la situation des hommes se dégrade. En effet, les taux d'emploi augmentent constamment depuis 1982 bien que faiblement pour les femmes, tandis qu'ils diminuent pour les hommes, en particulier sur la période 1982 - 1990.

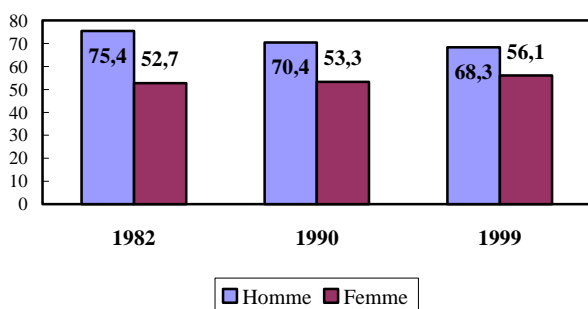
Ainsi la situation des femmes s'améliore au regard de cet indicateur, comblant progressivement les écarts observés par rapport aux hommes, alors qu'inversement, la situation de l'emploi des hommes se détériore, contribuant aussi à réduire les écarts.

Ces tendances à la dégradation de l'emploi pour les hommes ne sont pas une spécificité régionale. Le même phénomène s'observe aussi au niveau national (graphes n° 2). La spécificité de la région Centre tient à ce que les taux d'emploi y sont supérieurs. Cependant, cet avantage, lié sans doute à la surreprésentation des activités industrielles s'estompe progressivement. En effet, les taux d'emploi ont diminué plus vite dans la région entre 1982 et 1990 (- 0,62 % contre -0,51 % en moyenne en France), écart non compensée par le ralentissement sur la période suivante (- 0,23 % contre - 0,27 %).

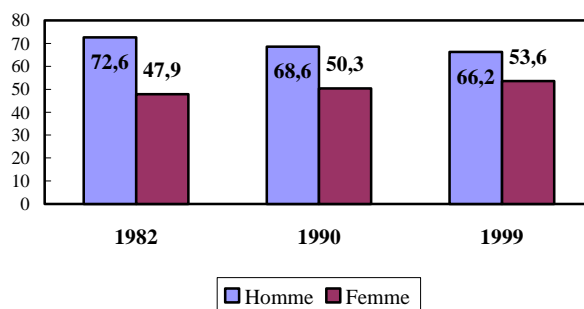
graphes n° 2 : taux d'emploi

Evolution du taux d'emploi

en région Centre

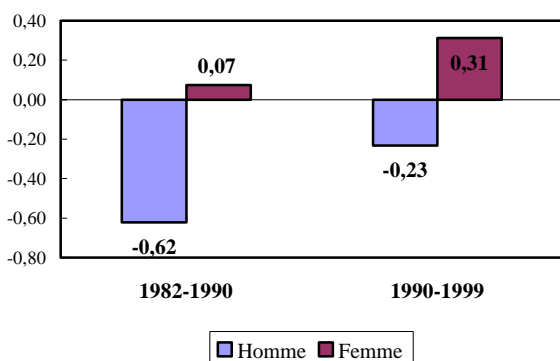


en France

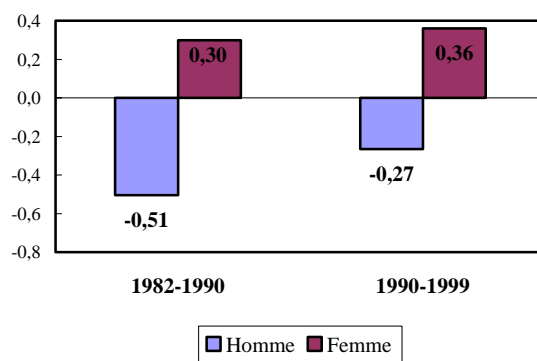


Rythme d'accroissement annuel moyen

en région Centre



en France



2 L'emploi⁴, reflet de la tertiarisation de l'économie et de la désindustrialisation.

Entre 1982 et 1999, la région Centre a bénéficié d'une hausse de 35 900 emplois. Ce solde positif n'est dû qu'au secteur tertiaire, qui a créé 149 600 emplois. Les autres secteurs ont tous enregistré des pertes : - 48 900 emplois dans l'agriculture, - 46 200 dans l'industrie et -18 600 dans le bâtiment.

Les emplois créés ont généré des recrutements féminins pour 71 % d'entre eux, les emplois supprimés étaient occupés par des hommes dans 77 % des cas.

Sur les vingt familles professionnelles qui ont le plus augmenté entre 1982 et 1999 (tableau n° 3), treize d'entre elles ont recruté majoritairement des femmes sur les emplois nouvellement créés.

Les hommes subissent majoritairement les suppressions d'emplois dans treize familles professionnelles (tableau n°4) parmi les vingt qui ont le plus diminué entre 1982 et 1999.

Bien qu'assez faible, on observe une insertion des femmes dans des emplois traditionnellement masculins. En effet, parmi les familles professionnelles qui ont le plus fortement diminué, trois d'entre elles recensent un solde positif pour les femmes : les bouchers, charcutiers, boulangers, les OQ de la mécanique et les OQ et artisans de la maçonnerie et de la taille de pierre. Peut-être est-ce un effet des politiques de diversification menées sur la région ces dernières années ?

L'évolution des emplois tient aux bouleversements sectoriels et à l'évolution des qualifications.

Les deux familles professionnelles qui ont le plus augmenté (tableau n° 3) sont les assistantes maternelles (+ 15 600) et les agents d'entretiens (+ 14 840), conséquence de l'augmentation de l'activité féminine.

Dans l'ensemble, on peut remarquer que les familles professionnelles en augmentation reflètent la forte croissance de certains secteurs tels les services de la santé (aides soignants, infirmiers, professions paramédicales), les services aux entreprises (informaticiens), l'enseignement et la recherche (+ 9 790 enseignants, + 4 280 personnels d'études et de recherche).

Les emplois supprimés (tableau n° 4) sont liés principalement à la diminution de l'activité des secteurs du bâtiment (menuisiers, électriciens, plombiers, couvreurs, chauffagistes, OQ des travaux publics, OQ et artisans de la maçonnerie, ONQ) et de l'agriculture (agriculteurs et éleveurs).

On observe aussi des mouvements (suppressions – diminutions) liés à la restructuration de certains secteurs tertiaires : l'essor de la grande distribution (+9 792 caissiers et employés de libre service et +4 557 emplois de maîtrise des magasins et intermédiaires de commerce) s'accompagne de la régression du commerce de proximité observée sur cette période (- 2 950 bouchers, charcutiers, boulangers, - 10 645 vendeurs). L'essor des chaînes dans l'hôtellerie (+ 5 700 employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie) s'accompagne de la régression de l'hôtellerie et de la restauration traditionnelle (- 2 500 patrons d'hôtels, cafés, restaurant).

⁴ Il s'agit ici des emplois au lieu de travail à ne pas confondre avec la population active ayant un emploi, qui est comptée au lieu de résidence. En effet, une personne active ayant un emploi peut résider dans une commune A et avoir un emploi dans une commune B. De même la somme des emplois comptabilisés au niveau de la région est différente du nombre d'actifs occupés dans la région car certains actifs peuvent travailler hors de la région, de même que des actifs résidant hors région peuvent venir y travailler.

Dans le secteur de l'industrie, les disparitions tiennent plutôt à un mouvement d'élévation du niveau de qualification (suppression d'emplois peu qualifiés, création d'emplois plus qualifiés). En effet, pour les hommes, la diminution a touché plutôt les emplois d'ONQ des industries de process, de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique. Pour les femmes, ce sont principalement les ONQ du textile et du cuir (- 9 600), les ONQ de l'électricité et de l'électronique (- 5 900). Les emplois créés sont généralement plus qualifiés (techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés).

Enfin, il faut noter que les hommes sont majoritaires dans les emplois de la recherche (78%) et dans les emplois de techniciens mais qu'ils ont quand même été très nombreux à être recrutés dans les emplois peu qualifiés en particulier comme ONQ de la manutention et agents d'entretien. Les femmes, si elles continuent à être recrutées sur des emplois peu qualifiés (assistantes maternelles (+15 608), agents d'entretien (+ 8 086), investissent progressivement des emplois plus qualifiés tels les métiers médicaux (infirmiers, sages-femmes, professions paramédicales) et les métiers de l'éducation (enseignants, animation socioculturelle). Notons que 63,26 % des emplois de cadres créés dans la fonction publique entre 1982 et 1999 ont été pourvus par des femmes.

Tableau n°3

Les 20 familles professionnelles qui ont le plus augmenté entre 1982 et 1999

Familles professionnelles	Evolution		
	Femmes	Hommes	Ensemble
Assistants maternels	15414	194	15608
Agents d'entretien	8086	6759	14845
Caissiers, employés de libre service	8195	1681	9876
Enseignants	7450	2342	9792
Aides-soignants	6864	675	7539
Représentants	3738	3596	7334
Ouvriers non qualifiés de la manutention	1569	4324	5893
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie	3680	2032	5712
Ouvriers qualifiés des industries de process	1996	3474	5470
Infirmiers, sages-femmes	5421	39	5460
Professionnels de l'action sociale culturelle et sportive	3327	1968	5295
Employés administratifs de la fonction publique (catégorie b)	3854	1337	5191
Techniciens des services administratifs, comptables et financiers	4305	697	5002
Techniciens, agents de maîtrise des industries de process	1440	3258	4698
Informaticiens	934	3716	4650
Maîtrise des magasins et intermédiaires du commerce	2979	1578	4557
Personnels d'étude et de recherche	939	3343	4282
Techniciens, agents de maîtrise de la maintenance et de l'organisation	290	3918	4208
Cadres de la fonction publique	2602	1511	4113
Professions paramédicales	3151	690	3841

Tableau n°4
Les 20 familles professionnelles qui ont le plus diminué entre 1982 et 1999

Familles professionnelles	Evolution		
	Femmes	Hommes	Ensemble
Menuisiers du bâtiment et charpentiers	44	-1457	-1413
Electriciens du bâtiment	21	-1689	-1668
Professionnels de la politique et clergé	-922	-777	-1699
Plombiers, couvreurs, chauffagistes	-2	-1698	-1700
Ouvriers qualifiés des travaux publics, du béton et de l'extraction	-6	-2319	-2325
Ouvriers non qualifiés du bâtiment, second œuvre	-285	-2205	-2490
Patrons d'hôtels, cafés, restaurants	-2376	-124	-2500
Ouvriers non qualifiés du bois	-884	-1646	-2530
Familles professionnelles non précisées	-1028	-1868	-2896
Bouchers, charcutiers, boulangers	660	-3611	-2951
Employés administratifs d'entreprises	-3274	-414	-3688
Ouvriers qualifiés et artisans de la maçonnerie et de la taille de pierre	108	-3931	-3823
Ouvriers qualifiés de la mécanique	288	-5398	-5110
Ouvriers non qualifiés de l'électricité et de l'électronique	-5911	-1619	-7530
ONQ du gros oeuvre du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	17	-8436	-8419
Ouvriers non qualifiés du textile et du cuir	-9645	-281	-9926
Ouvriers non qualifiés de la mécanique	-3715	-6518	-10233
Vendeurs	-10645	-1569	-12214
Ouvriers non qualifiés des industries de process	-4722	-8300	-13022
Agriculteurs, éleveurs, marins, pêcheurs	-19063	-29998	-49061

3. La formation : les jeunes femmes, principales bénéficiaires de l'élévation du niveau⁵

Une simple comparaison des niveaux de formation observés en 1999 entre les jeunes de 25 à 29 ans et les adultes de 30 à 49 ans permet de constater des écarts importants entre hommes et femmes et de mettre en évidence les changements de comportement qui se sont opérés depuis une vingtaine d'années (graphes n° 5 et 6).

Les jeunes âgés de 25 à 29 ans en 1999, nés entre 1970 et 1974, ont atteint en moyenne le niveau du baccalauréat entre 1988 et 1992, période où la progression des taux d'accès à ce diplôme ainsi que les taux d'obtention du diplôme ont été particulièrement rapides. En effet, la proportion de bacheliers est passée d'un peu plus de 25 % à plus de 60 % entre 1980 et 2000⁶. Cependant, bien que ce niveau ait augmenté pour les hommes, l'élévation observée ces dernières années a profité essentiellement aux femmes.

⁵ Nous avons cherché à évaluer l'évolution du niveau de formation en comparant deux populations : l'une jeune et l'autre adulte. Cette comparaison nécessitait de retenir pour les jeunes une classe d'âge où la majorité d'entre eux n'était plus scolarisée, afin de ne pas biaiser les résultats. La classe d'âge retenue est celle des 25 – 29 ans, qui ne comporte que 4 % de jeunes encore scolarisés, celles des 15 – 19 ans en comportait 90,3 % et celle des 19 – 24, 42,8 %. L'intérêt de cette analyse est de comparer l'évolution du comportement des jeunes hommes et des jeunes femmes avec celui des générations précédentes, à partir des diplômes obtenus par les uns et par les autres.

⁶ Haut Comité Education Economie Emploi « La transition professionnelle des sortants de l'enseignement secondaire » Rapport d'activité 2001 – 2002. Documentation française, 2002.

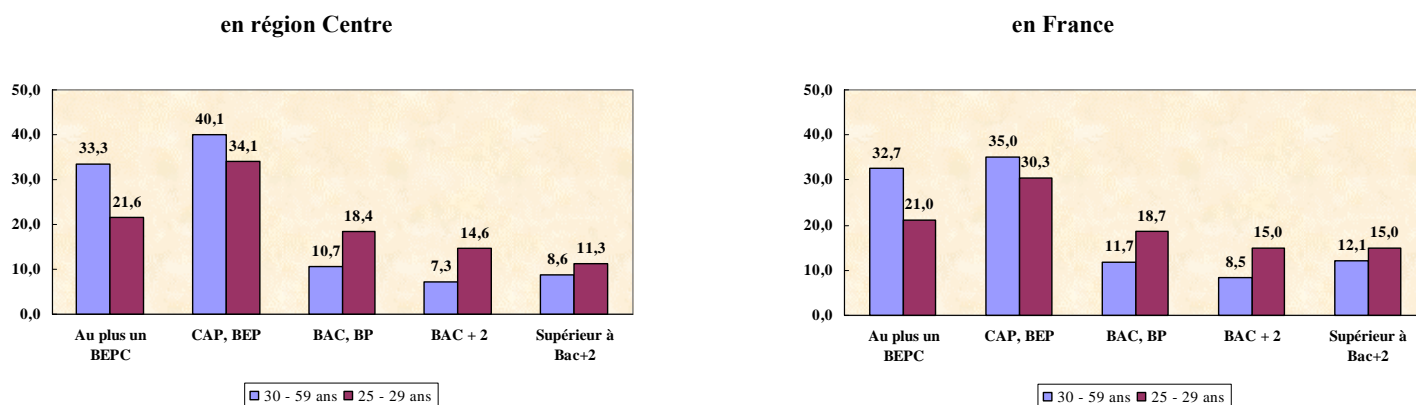
En région Centre, le niveau de formation de la population est inférieur à la moyenne nationale. La part de la population de 15 à 59 ans ne possédant au plus qu'un BEPC est de 35,3 % contre 33,5 % au niveau national, celle des titulaires d'un CAP ou d'un BEP est de 33,3 % contre 30 %. Parallèlement, on recense proportionnellement moins de titulaires d'un baccalauréat ou plus. L'écart le plus important se situe au niveau supérieur à bac + 2 (8 % en région, contre 11 % en France).

En 1999, les jeunes femmes de la région ont rattrapé la moyenne nationale et sont même désormais proportionnellement un peu moins nombreuses que les hommes à ne posséder au plus qu'un BEPC. En effet, les femmes de 30 à 59 ans sont 42,6 % soit 3,7 points de plus que la moyenne nationale et 9,3 points de plus que les hommes du même âge alors que les plus jeunes (25 à 29 ans) ne sont que 20,2 %, soit 0,8 points de plus que la moyenne nationale mais 1,4 points de moins que les hommes du même âge.

En ce qui concerne la part des titulaires d'un diplôme au moins égal au niveau Bac + 2, l'écart entre les diplômés jeunes (25 à 29 ans) et adultes (30 à 59 ans) est de 8,8 points pour les hommes contre 17, 4 points pour les femmes. Mais la différence est particulièrement importante au niveau des seuls diplômés de l'enseignement supérieur où la part des jeunes femmes par rapport aux femmes adultes a plus que doublé (15,4 % contre 6,9 % dans la région, 18,5 % contre 9,6 % pour la France entière).

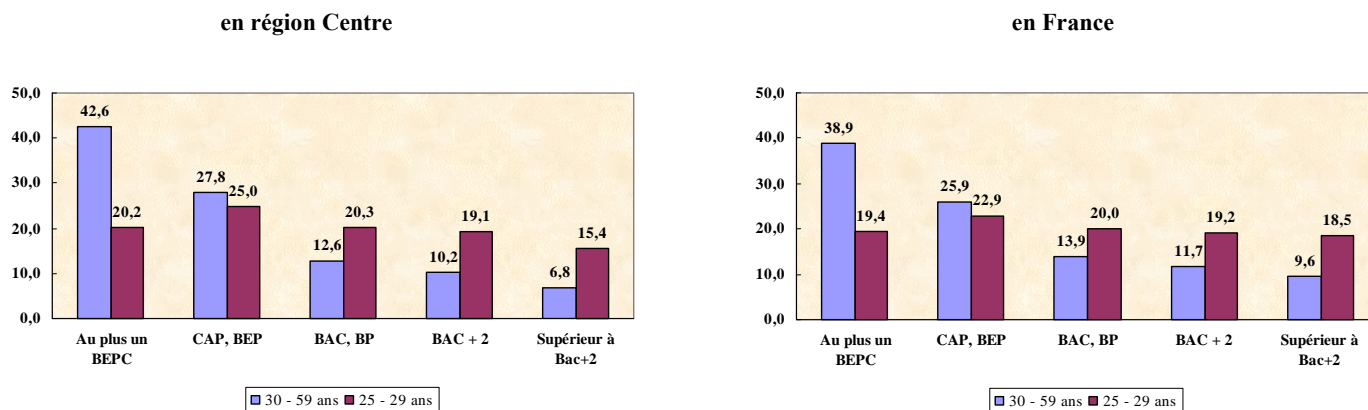
Graphe n° 5

Répartition de la population par niveau de diplôme - Les hommes



graphe n° 6

Répartition de la population par niveau de diplôme - Les Femmes



Renversement de tendance : les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses que les hommes à posséder un diplôme plus élevé que Bac + 2

Nous observons donc aujourd'hui un renversement de tendance quant au niveau de formation atteint par les hommes et par les femmes. En effet, au niveau national, comme en région Centre, jusque dans les années récentes, les femmes étaient plus nombreuses à sortir sans diplôme supérieur au BEPC, moins nombreuses à être titulaires d'un CAP ou d'un BEP (filiales professionnalisées courtes) mais plus nombreuses à sortir avec le baccalauréat. Après le baccalauréat elles avaient tendance à effectuer une formation de niveau III (Bac + 2), alors que les hommes s'orientaient plus fréquemment vers l'université ou les écoles d'ingénieurs. C'est l'interprétation que l'on peut faire de l'analyse du niveau de diplôme des femmes de 30 à 59 ans (graphes n° 5 et 6).

Il semble que la tendance se soit inversée. En effet, parmi les jeunes, les femmes sont nettement moins nombreuses que les hommes à sortir sans diplôme supérieur au BEPC mais nettement plus nombreuses à être titulaires d'un baccalauréat ou plus. Au contraire les hommes, proportionnellement moins nombreux que les femmes à être titulaires d'au moins un baccalauréat, sont également moins nombreux à posséder un diplôme supérieur à Bac + 2 (11,3 % contre 15,4 % pour les femmes), ce qui marque un renversement de tendance par rapport à leurs aînés qui étaient 8,6 % contre 6,9 % pour les femmes.

4. Modification de l'activité des hommes et des femmes sur le marché du travail.

Depuis 1982, le comportement des hommes et des femmes sur le marché du travail s'est aussi modifié, tant pour les jeunes que pour les adultes. Les taux d'activité, supérieurs en région Centre par rapport à la moyenne nationale, évoluent différemment selon les classes d'âge. Il faut noter que dans la région, le taux d'activité joue un rôle important de régulation sur le marché du travail⁷ : tandis que le mouvement de retour vers l'activité des femmes a été encouragé par l'augmentation des emplois tertiaires, l'amorce de retrait des hommes sur le marché du travail peut s'expliquer par les fortes régressions des emplois industriels.

Avant 25 ans, une baisse des taux d'activité⁸, plus importante pour les femmes

Liés à l'augmentation des taux de scolarisation, les taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans ont diminué surtout pour les femmes (tableau n° 7). En région Centre, les taux d'activité, plus élevés par rapport à la moyenne nationale, ont diminué un peu plus rapidement. Cependant, l'écart entre les hommes et les femmes s'est encore accentué entre 1990 et 1999. En effet, déjà plus faibles en 1990 (37,3 % pour les femmes contre 39,8 % pour les hommes), les taux d'activité des femmes ont diminué dans des proportions plus grandes (- 0,99 % contre - 0,59 % en moyenne par an).

Tableau n° 7
Evolution du taux d'activité des 15 – 24 ans

		Taux d'activité		Rythme d'accroissement annuel moyen
		1990	1999	1990 – 1999
Région	Hommes	39,8	34,5	- 0,59
	Femmes	37,3	28,4	- 0,99
France	Hommes	35,9	31,3	- 0,5
	Femmes	34,6	26,4	- 0,91

⁷ C. Lebatard « Les perspectives socio-démographiques à l'horizon 2020 – 2040 », Avis et rapport du Conseil Economique et Social, 1999.

⁸ Le taux d'activité est le rapport entre la population en emploi ou au chômage et la population en âge de travailler.

Cependant, quitter le système scolaire ne signifie pas forcément pour les hommes renoncer à se former. Une partie d'entre eux entre en apprentissage.

Après 25 ans, le taux d'activité des femmes augmente, celui des hommes diminue

Entre 25 et 49 ans, le taux d'activité des femmes augmente tandis que celui des hommes s'infléchit en France comme en région Centre (tableaux 8A et 8B). Dans la région, le taux d'activité des hommes diminue de 0,08 % par an entre 1990 et 1999 contre une augmentation de 0,45 % pour les femmes (tableau n° 8A). Ces mouvements de recul pour les hommes et de progression pour les femmes sont constatés dans toutes les zones d'emploi, ce qui nous amène à penser qu'il s'agit d'un retrait du marché du travail des hommes, consécutif à la diminution des métiers traditionnellement masculins.

Après 50 ans, ce taux augmente de nouveau dans des proportions plus importantes en France qu'en région Centre. Dans la région, l'augmentation, légère pour les hommes (+ 0,09 % par an), tient essentiellement aux zones du centre de la région, tandis que dans les zones du sud et du nord, la diminution se poursuit. En revanche, le taux d'activité des femmes continue d'augmenter après 50 ans dans toutes les zones d'emploi et passe de 59,6 % en 1990 à 69,2 % en 1999, reflet de l'augmentation des taux d'activité initiée dans les années 75.

Tableau n° 8 A
Evolution du taux d'activité des plus de 25 ans
- région Centre -

		Taux d'activité		Rythme d'accroissement annuel moyen
		1990	1999	1990 - 1999
25 - 49 ans	Hommes	96,7	96	-0,08
	Femmes	79,9	84	0,45
+ de 50 ans	Hommes	83,1	83,9	0,09
	Femmes	59,6	69,2	1,07

Tableau n° 8 B
Evolution du taux d'activité des plus de 25 ans
- France -

		Taux d'activité		Rythme d'accroissement annuel moyen
		1990	1999	1990 - 1999
25 - 49 ans	Hommes	96,1	94,9	-0,13
	Femmes	76,1	81,5	0,6
+ de 50 ans	Hommes	80,1	83,2	0,34
	Femmes	54,2	65,8	1,29

5. Le genre, une dimension centrale de la relation Formation – Emploi dans les territoires.

Il faut rappeler que c'est au niveau local que s'inscrit la relation Formation - Emploi. En effet, les opportunités d'emploi ne sont pas les mêmes selon les secteurs présents sur un territoire. La nature des emplois dépend des processus de production des entreprises et de leur organisation. Globalement, la structure économique du territoire influence donc l'affectation des populations dans les emplois, de même que l'offre de formation, mais aussi la structure socio-économique et les traditions culturelles du territoire.

Tenir compte du genre s'avère également central dans une analyse spatiale. Le genre contribue à donner du sens à des résultats territorialisés difficilement interprétables dans leur globalité. A titre d'exemple nous abordons ici la situation des jeunes actifs en 1999.

J. F. Germe et C. Béduwé ont montré que les choix d'orientation des jeunes tiennent compte des opportunités d'emplois⁹. Ils effectuent pour cela une analyse chronologique montrant que les bouleversements sur le marché du travail touchent les générations suivantes quand elles opèrent leurs choix de poursuite d'études. Ainsi les générations 78 (14 ans en 1992) auraient tenu compte en quelque sorte de la situation rencontrée sur le marché du travail par leurs aînés. Notre étude confirme

⁹ Catherine Béduwé, Jean François Germe. « Vers une stabilisation des niveaux de formation en France ? », Document de travail n° 27. Centre d'études de l'emploi. Juillet 2003.

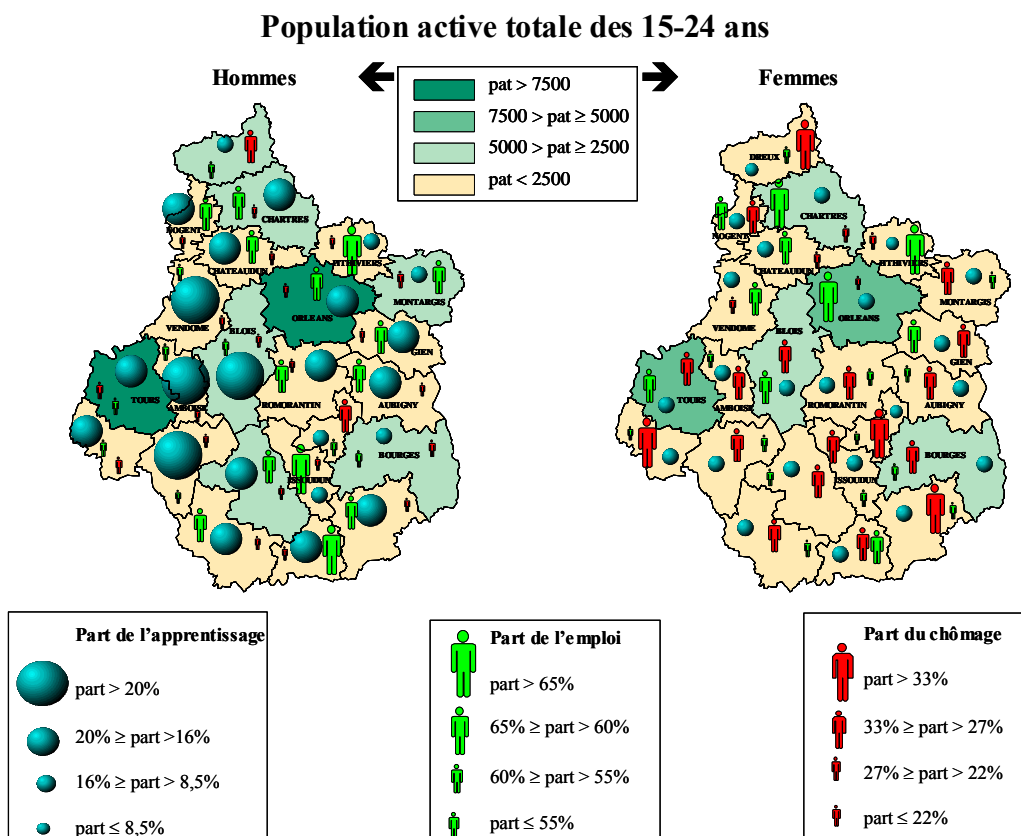
ces résultats en ce sens où nous observons que les opportunités d'emploi de faible qualification dans certaines zones d'emploi peuvent inciter les jeunes à quitter précocement le système éducatif alors que les risques de chômage peuvent avoir un impact positif sur les décisions de poursuites d'études. Là encore, la réalité des territoires est très différente pour les hommes et pour les femmes.

Les jeunes hommes, attirés par les opportunités d'emplois peu qualifiés et par l'apprentissage, quittent précocement le système scolaire

Dans la région Centre, les hommes quittent plus tôt le système scolaire. Il faut dire qu'ils rencontrent moins de difficultés dans leur insertion professionnelle¹⁰. En effet, parmi les actifs de 15 à 24 ans, 59,7 % sont en emploi en 1999. La carte n°1 montre que leur possibilité d'occuper un emploi est plutôt favorable dans les zones où l'industrie offre des emplois peu qualifiés : de Châteaudun à Dreux, de Pithiviers à Issoudun. Lorsque les opportunités d'emplois diminuent, les jeunes connaissent alors le chômage, le temps pour eux d'ajuster leur comportement. En 1999, ils étaient 21,7 % à se déclarer au chômage, particulièrement nombreux dans les zones de Dreux et de Vierzon, zones qui ont vu leur emploi fortement diminuer dans la période 1990 - 1999.

Le mode de formation dépend quant à lui du genre autant que des coutumes locales. En effet, les jeunes hommes (18,6 %) se déclarent en apprentissage principalement dans les zones du sud – ouest de la région alors que l'implantation des CFA ne semble pas plus importante dans ces zones. Il s'agit là d'un héritage du passé. Ces zones s'inscrivent dans une tradition partagée par les régions limitrophes : Pays de Loire et Poitou – Charente dans lesquelles l'apprentissage est également une voie de formation traditionnelle.

Carte n° 1



¹⁰ Une étude de la DPD du Ministère de l'Éducation Nationale montre que la région Centre fait partie des régions qui se caractérisent par une perte d'effectif scolaire, une population peu diplômée, peu de RMIstes et de chômeurs et que l'insertion au niveau V y est plutôt favorable. L'état de l'école, Ministère Education Nationale, Edition 2001.

Les femmes, proportionnellement plus au chômage que les hommes, ont tendance à poursuivre leurs études.

Nous avons vu que les jeunes femmes avaient plutôt tendance à poursuivre leurs études et nous constatons que 28,5 % des actives de 15 à 24 ans sont au chômage. Cette forte proportion de femmes au chômage tient également au faible recours à l'apprentissage (10,6 %, soit près de 8 points de moins que les hommes) car 60,9 % d'entre elles sont en emploi, proportion légèrement supérieure aux hommes.

La carte n°1 montre qu'elles semblent mieux s'insérer sur l'axe ligérien et au nord de la région, dans les zones les plus dynamiques du point de vue de l'emploi. La part des femmes au chômage dans les autres zones peut être imputée à la difficulté de trouver un emploi à ce faible niveau de formation. En effet, à cet âge, les femmes jeunes les moins formées entrent en concurrence avec les femmes plus âgées, nombreuses de par l'élévation des taux d'activité. Peut-être est-ce un facteur favorisant la poursuite d'études. A cela s'ajoute le fait que les formations tertiaires, en particulier les formations de secrétariat et de comptabilité, requièrent généralement un niveau III, correspondant à l'élévation du niveau de qualification des emplois.

En conclusion

Cette étude, en faisant émerger les tendances en cours sur vingt ans en matière d'emploi, de qualification et de niveau de formation, montre que les évolutions observées peuvent être interprétées en lien avec le contexte économique. Elle laisse penser également que les politiques engagées, en particulier les mesures en faveur de l'emploi et de la formation dépendent de la façon dont les individus vont s'en emparer et plus généralement de leur comportement différencié selon leur sexe, âge, niveau de formation.

Ce travail illustre en effet que les mesures, tant en faveur de l'élévation du niveau de formation que du soutien à l'emploi des femmes, ont porté et portent encore leurs fruits. En effet, globalement le niveau de formation des jeunes a augmenté. Cependant, cette augmentation est à imputer principalement aux femmes, résultat des comportements différenciés des hommes et des femmes vis-à-vis de la formation.

Sur le marché du travail les femmes ont pu s'insérer en partie grâce aux aides fiscales accordées pour les emplois familiaux et aux différentes mesures en faveur de l'emploi. En effet, Elles ont été plus nombreuses à bénéficier d'une aide à l'emploi dans les secteurs non marchands¹¹ et le sont encore aujourd'hui (63 % des bénéficiaires en 2002). Cependant, elles sont plus fréquemment occupées sur des emplois à temps partiel (près de 70 % de femmes à temps complet, contre 88 % des hommes) et également plus faiblement rémunérées.

En revanche, la situation des hommes, tant du point de vue de la formation que de l'emploi s'est détériorée. Les jeunes hommes sont moins nombreux que les femmes à être titulaires d'un diplôme au-delà du baccalauréat, alors qu'ils maintiennent leur orientation vers des métiers industriels, agricoles ou du bâtiment, bien que l'emploi dans ces secteurs diminue.

Ce mouvement risque d'engendrer un déficit de qualifications dans les emplois industriels, traditionnellement masculins, aggravé par le contexte démographique, d'autant que les femmes investissent peu les emplois de production et les spécialités industrielles. Par ailleurs, la situation des hommes semble également menacée par la concurrence que leur font de plus en plus les femmes sur les emplois de cadres. En effet, si elles restent sur les métiers du social, de l'éducation et de la santé, elles y occupent progressivement des emplois de cadres, autrefois réservés aux hommes. De plus, elles investissent actuellement les emplois juridiques et de gestion.

Ainsi, il conviendrait aujourd'hui d'aborder le problème de la diversification des emplois sous l'angle de la « double mixité ». En effet, en même temps que l'incitation des femmes à choisir des formations

¹¹ « L'emploi des femmes en région Centre » Bilans 2002, DRTEFP du Centre, Août 2003.

techniques et scientifiques qui donnent accès aux emplois industriels de niveau technicien et cadre, ne faudrait-t-il pas parallèlement envisager d'inciter les hommes à choisir des formations qui les conduiraient vers les emplois tertiaires, qui sont actuellement en pleine croissance, en particulier dans les secteurs des services aux particuliers et de la santé ?